

Jouan, M., Laugier, S. (dir.) (2009), *Comment penser l'autonomie ? Entre compétences et dépendances*, Paris : Presses universitaires de France.

Présentation critique par Nicolas Marquis

Comment penser l'autonomie ? Entre compétences et dépendances est un ouvrage dirigé par Marlène Jouan et Sandra Laugier, qui résulte d'un colloque organisé en 2007 à l'Université de Picardie-Jules Verne. Il aborde, à travers une vingtaine d'articles des questions fort actuelles à la fois pour la philosophie, pour les sciences sociales et pour la réflexion sur le monde dans lequel nous vivons. Le terme d'« autonomie » sature aujourd'hui les discours qui nous environnent. Célébré par certains comme le signe d'une plus grande capacité de l'individu à choisir sa trajectoire de vie (au niveau de la famille, du travail, de la relation de couple, etc.), il est décrié par d'autres qui, méfiants, y voient plutôt une dangereuse possibilité de responsabiliser des acteurs en position de faiblesse. On pense alors par exemple à l'injonction à l'autonomie adressée aux personnes à la recherche d'un emploi. En restant à égale distance d'une naïveté béate par rapport à ce phénomène et d'une critique destructrice du concept, les différents contributeurs posent tous la question de savoir ce que l'on peut encore bien faire avec l'idée d'autonomie dans le contexte actuel. Faut-il l'abandonner ? Comment penser l'autonomie avec la part irrémédiable de dépendance qu'elle implique (vis-à-vis des *conditions* qui me rendent autonome) ? Etc.

Vers une conception utilisable de l'autonomie : une critique de la perspective libérale

Bien que la collection dans laquelle est publiée l'ouvrage soit étiquetée « philosophie morale », la diversité des articles permet d'intéresser un large public, que ce soit par le biais d'une discipline (la sociologie, la criminologie, la philosophie, la psychanalyse, etc.) ou d'un domaine particulier (l'autonomie dans le travail social, l'autonomie dans un contexte hospitalier, la responsabilité d'un accusé devant un tribunal, etc.). Cette diversité est rafraichissante, dans la mesure où l'autonomie fait partie de ces idées ou concepts qui ont à la fois cours dans les sciences de l'homme et dans des discours de « sens commun ». En effet, nous l'utilisons pour nous comprendre nous-mêmes, pour comprendre les actes et les pensées d'autrui. Mobiliser l'autonomie et réfléchir ensuite sur cet usage n'est donc pas l'apanage du philosophe ou du sociologue. C'est d'ailleurs de cette manière qu'il faut comprendre le titre de l'ouvrage, « Comment penser l'autonomie ? », dont le point d'interrogation n'appelle pas une définition en guise de réponse, mais invite à une réflexion pratique sur les usages de la notion.

A rebours d'une tradition exégétique, l'ouvrage et ses contributions se singularisent par leur volonté de se départir d'une vision historique du concept d'autonomie. Le but n'est en effet pas de reconstruire la genèse de l'idée depuis son « invention » par les Lumières (et principalement le philosophe allemand I. Kant) au 18^e siècle jusqu'à son utilisation actuelle. La perspective choisie est bien plus pragmatique, en ce sens qu'elle vise à développer une conception *utilisable* de l'autonomie, déliée de ses implications parfois problématiques.

Cependant, pour développer une conception qui permette de comprendre la réalité dans laquelle nous sommes immergés, il est nécessaire de passer par une confrontation avec la représentation la plus répandue de l'autonomie. Traditionnellement, on relie cette formulation particulière à une

vision libérale de l'individu et de la société, qui descend par ailleurs en droite ligne des idées développées par les Lumières il y a plus de deux siècles. Il est vrai, et chacun peut facilement en faire l'expérience, que l'autonomie est devenue aujourd'hui un terme galvaudé, utilisé dans de nombreux discours, implémenté dans de nombreux dispositifs, de l'Etat social actif aux ouvrages de développement personnel en passant par les droits de l'homme, etc. De nombreux auteurs relèvent par ailleurs que cette idée d'autonomie est en affinité avec de nombreux discours normatifs, appartenant globalement à la vision (ultra)libérale de la société. L'autonomie est utilisée comme injonction (« Soyez autonome ! ») dans des pratiques (de l'activation des chômeurs jusqu'à la personnalisation de notre carte de banque ou de notre page Facebook, en passant par la recherche d'un partenaire sur Internet) que sous-tend souvent l'anthropologie particulière de l'individu autonome. Elle se trouve alors dans une proximité sémantique avec la mobilité, le travail sur soi, l'indépendance, l'épanouissement de soi, le développement de projet de vie, etc. En un mot, notre époque semble fascinée par l'idée d'autonomie, sans pour autant que la définition qu'on lui donne soit toujours très claire.

Comme le note ailleurs le philosophe Hans Joas, ces termes (autonomie, épanouissement de soi, etc.), aujourd'hui objet de méfiance à cause de la charge idéologique qu'ils véhiculent, ont cependant longtemps été considérés comme porteur d'un projet libérateur. C'est par exemple le cas de ce que Boltanski et Chiapello appelle, dans "Le Nouvel esprit du capitalisme", la "critique artiste" qui combattait le premier capitalisme et son mode d'organisation tayloriste au nom de la réalisation de soi, du respect de l'implication de chacun dans sa tâche et du droit à s'organiser soi-même avec davantage d'autonomie. Ce discours "libérateur", pensent notamment ces deux auteurs, fut vite repris et endossé par des logiques systémiques (exigences de flexibilité, de mobilité, d'inventivité...) caractéristique de ce nouvel esprit capitaliste pour occuper la place qu'il occupe actuellement. Objet d'une perplexité inquiète, l'autonomie semble ne plus répondre au projet libérateur dont on l'avait investie.

Mais quel est ce sujet autonome dont la perspective libérale célèbre l'avènement ? En quoi est-il contestable ? Cette vision est douteuse parce qu'elle rapproche l'autonomie de l'indépendance. Plusieurs articles dans l'ouvrage insistent sur le fait que cette conception de l'autonomie, proche de son étymologie (« se donner ses propres règles ») implique de nombreux présupposés problématiques qui la rendent inutilisable dans le monde réel. Effectivement, l'idéologie libérale se représente l'individu autonome comme une personne détachée des déterminismes de toutes sortes qui pèsent sur les autres, capable d'agir de manière rationnelle et de prendre des décisions en marché informé, parfaitement au clair avec ses buts et ses moyens pour y parvenir, consciente de ce qui est bon ou moins bon pour elle, porteuse de projets, etc. Cette image de l'individu « qui se tient de l'intérieur », pour reprendre les termes de D. Martuccelli, est chimérique car elle omet tout ce qui constitue notre chair d'appartenance, notre socialisation, le milieu dans lequel nous vivons, les supports qui nous tiennent et auxquels nous tenons. Elle oublie les conditions de possibilité de notre autonomie.

Autrement dit, cette conception de l'être autonome tombe dans ce que le philosophe V. Descombes (parmi d'autres) appelle le fantasme de l'auto-crédation, que porte l'individu qui pense ne rien devoir à personne, n'avoir pas besoin d'autre chose que lui-même pour penser et agir. L'autonomie devient alors une maîtrise sur un environnement qui ne nous touche plus. La plupart des auteurs qui interviennent dans l'ouvrage soulignent avec force qu'un tel individu éthéré n'existe pas, même s'il

se réfléchit lui-même comme autonome. Nous ne pouvons pas sortir des règles qui ont présidé à notre existence en tant qu'être social, parce que ces règles sont constitutives de l'univers symbolique et matériel dans lequel nous évoluons. A la limite, il s'agit d'un problème logique, comme le souligne le sociologue A. Ehrenberg dans l'article intitulé « l'autonomie n'est pas un problème d'environnement » : le monde social préexiste à toutes nos velléités d'autonomie, voire même les conditionne. Le détour par l'étude des conditions de possibilité de l'autonomie, à laquelle l'ouvrage nous ouvre, permet d'aborder deux questions évincées par la perspective libérale.

D'abord, on réfléchit sur ce qui permet pratiquement l'autonomie, ce qui la supporte et la sous-tend. Le monde social n'est en effet pas uniquement formé par un ensemble de règles que nous avons appris (malgré nous) à suivre, il est également constitué de tous les supports matériels et humains qui sont mis à notre disposition pour permettre que nos actions se déroulent au mieux, ce que S. Laugier (et bien d'autres) associent au travail du *care*. Ce travail du *care*, ces supports qui nous permettent d'être autonomes (ou de prétendre que nous le sommes) est généralement invisibilisé par la conception libérale de l'autonomie. De ce point de vue, dire d'un pilote de formule 1 qu'il a remporté la course au circuit de Spa-Francorchamps relève de l'illogisme, ou à tout le moins d'une négligence importante. En effet, si c'est bien le pilote qui a franchi le premier la ligne d'arrivée, il faut pourtant rendre compte de tous les dispositifs (les fonds, la technologie, et surtout les milliers de personnes invisibles qui s'affairent autour de la voiture, par exemple lors de son passage au stand) qui permettent cette situation. L'action, dont la responsabilité et la paternité sont endossées par une personne qui peut se dire compétente (le pilote – quand il gagne) est en fait rendue possible par ces supports sans lesquels elle ne pourrait avoir lieu. Le paradoxe de l'auto-crédation se dévoile également dans l'appellation anglaise des ouvrages de développement personnel, *self-help books*, ce qui signifie littéralement « ouvrages pour s'aider soi-même ». Ainsi que le disait l'humoriste américain George Carlin, « ce que je ne comprends vraiment pas, c'est pourquoi, alors que vous êtes en recherche de *self-help*, vous liriez un livre écrit par quelqu'un d'autre ? Ce n'est pas du *self-help*, mais bien du *help* ». Le terme même de *self-help* est effectivement contradictoire et illogique. Bien que cette littérature annonce généralement qu'elle vise à permettre aux lecteurs de vivre à partir de leurs propres règles, elle ne fait *a priori* rien d'autre que proposer à l'individu des règles créées par d'autres, que ce soit via des check-list, des plans d'actions, des tests, des récits de vie, etc.

Ensuite, et plus fondamentalement, on peut se demander pourquoi nous attachons tellement d'importance à l'autonomie au point d'en faire une norme, pourquoi cette idée a pris sa forme actuelle, et quelles en sont les définitions que mobilisent les individus. C'est l'idée même d'injonction à l'autonomie qui s'avère alors paradoxale. Quand bien même l'autonomie serait étymologiquement le fait de se donner ses propres règles, il n'est pas certain que sa recherche constitue une norme que nous nous soyons donnée. Bien au contraire, Durkheim montrait déjà au début du 20^e siècle combien l'individualisme, corollaire de la montée en puissance de la catégorie d'autonomie était le phénomène le plus social qui soit, puisque l'existence d'un monde social en est sa condition d'existence. C'est ce monde social qui nous fournit les ressources de sens pour penser d'une certaine manière l'individu, sa vie, pour nous donner l'envie d'être des individus autonomes. Dès lors, plusieurs contributeurs à l'ouvrage développent l'idée que l'autonomie ne doit pas être comprise comme une prise d'indépendance (où l'on fait jouer l'individu *contre* le social), mais bien comme un rapport particulier à Autrui et aux institutions.

Bref, il y a de nombreux arguments qui justifient la critique de la catégorie d'autonomie et l'étude de ce qu'A. Ehrenberg appelle son « esprit social », c'est-à-dire les conditions de possibilité de ce phénomène, la signification de son succès et de son hyper-présence au niveau discursif. Mais la perspective de l'ouvrage de Jouan et Laugier, n'est pas seulement de déconstruire une catégorie. Elle nous ouvre au contraire à une démarche de « scepticisme positif », qui invite à réfléchir continuellement à l'usage que l'on peut faire de la notion d'autonomie, quelle que soit la discipline ou le terrain où on la mobilise. Les auteurs proposent d'abord de comprendre l'autonomie en la différenciant de ce qu'elle n'est pas, à savoir l'aliénation et le conformisme. A rebours de l'étymologie, et au vu des critiques développées plus haut, une compréhension moderne de l'autonomie ne doit pas l'opposer à l'hétéronomie. En effet, l'hétéronomie est un donné, un fait logique, qui ne peut être dépassé : nous sommes des êtres sociaux inscrits dans un contexte, nous fonctionnons donc en grande partie selon des règles que nous n'avons pas créées nous-mêmes. Concevoir l'autonomie avec la dimension d'hétéronomie qu'elle comporte inévitablement n'implique alors plus de développer une anthropologie étrange d'un individu détaché de son contexte et manipulant son environnement à sa guise.

Ce faisant, l'autonomie devient alors un objet analysable pour les sciences sociales, utile en philosophie, et plus proche des réalités auxquelles on aimerait l'appliquer.

L'autonomie en situation

Il est impossible de rendre compte ici de manière pertinente des 21 articles (auxquels est adjointe une introduction) qui composent l'ouvrage. Bien que tous prennent part au projet d'une refonte de l'idée d'autonomie à la lumière des critiques évoquées plus haut, ils empruntent de nombreuses directions, ce qui rend leurs contenus et leurs enseignements difficilement synthétisables. Cependant, en reprenant plus précisément la trame de certaines contributions, on peut saisir les lignes directrices de la reconstruction du concept. Je laisse volontairement de côté les articles qui traitent de l'usage philosophique de la notion (A. Honneth, R. Jaheggi, J. Christman, etc., rassemblés principalement dans la 1^e partie de l'ouvrage) pour me centrer sur ceux qui mobilisent le concept d'autonomie par rapport à des terrains particuliers.

A côté de la réflexion sur les conditions sociales qui ont amené à cette prépondérance de l'autonomie dans le discours et dans les pratiques (B. Geay, A. Ehrenberg, E. Renault et plus globalement la 2^e partie de l'ouvrage), plusieurs articles prennent le parti intéressant d'analyser le destin de l'autonomie, comme pratique et comme discours, dans des situations-limites, tel que par exemple les procès où interviennent des psychiatres à qui l'on demande si l'accusé est responsable de ses actes (P.-H.Castel), l'adhésion volontaire d'individu à une secte (A. Esquerre), la galanterie masculine à l'égard des femmes (C. Gayet-Viaud) ou encore la maltraitance en régime de gestion hospitalière (P. Molinier). Ces quatre situations ont en commun d'indiquer que l'autonomie est également une catégorie pratique qui ne se cantonne pas aux débats de philosophie ou de sciences sociales.

Nous l'utilisons pour comprendre les faits et gestes d'autrui, en nous demandant s'il existait une intentionnalité dans le chef de tel criminel, ou s'il n'était pas lui-même. Le droit offre une interprétation instituée des questions de responsabilité et d'autonomie. Sommes-nous, par exemple, responsables d'actes que nous avons commis sous l'emprise de l'alcool, étant donné que nous avons choisi volontairement d'altérer notre état de conscience en consommant la boisson ? Comment se

fait-il, et en vertu de quelle conception de l'être humain décidons-nous que les mineurs ne jouissent pas de tout leur discernement, et ne peuvent donc être dit autonomes dans une série de situation ? Existe-t-il une autonomie ou un discernement partiel ? etc. P.-H. Castel nous offre une fine analyse des problèmes pratiques que ces questions peuvent poser à l'expert-psychiatre appelé à la barre.

Dans nos rapports quotidiens également, nous mobilisons la catégorie d'autonomie pour donner du sens aux actes et dires d'autrui. A travers un long récit d'une personne adhérant à un organisme que des proches considèrent comme une secte, A. Esquerre analyse comment l'idée d'autonomie peut faire l'objet de débats, qui mènent à des disputes et des justifications. En effet, il se peut qu'un individu s'assume autonome (par exemple en entrant volontairement dans un groupe considéré comme sectaire), alors que d'autres n'ont pas du tout la même interprétation de la situation. Des proches peuvent pressentir un manque de discernement de la part du nouvel adepte, et s'investir du coup d'une responsabilité, qui à son tour risque d'être interprété comme une ingérence par l'intéressé qui se considère comme parfaitement lucide. C'est au même type de conclusion qu'arrive C. Gayet-Viaud à partir du terrain de la civilité urbaine. Elle analyse les contradictions qui peuvent se faire jour entre la figure de la femme autonome et de l'homme galant. Être galant signifie-t-il ne pas respecter autrui dans son autonomie, ses capacités et son libre arbitre ? De manière générale, cette perspective permet de s'interroger sur la place d'autrui et de ses attentions dans notre rapport à nous-mêmes, lorsque l'envahissement de notre espace du proche nous rend les gens insupportables (M. Breviglieri). La question de l'autonomie s'invite également dans les situations-limites de grande dépendance, où nous sommes en quelque sorte soumis à la volonté d'autrui, comme par exemple dans le cadre des relations asymétriques soignant-soigné (P. Molinier). Ici aussi, l'autonomie fait l'objet de débats entre les agents, et se pose la question de savoir quand A peut décider pour B ce qui est bon pour lui, en fonction d'une situation particulière (comme ce fut le cas lors des décisions prises d'urgence dans certains hôpitaux lors de la canicule de 2003 en France).

L'étude de ces conceptions ancrées de l'autonomie fait en partie la richesse de l'ouvrage. D'autres articles montent en généralité et tentent de retrouver un sens à l'autonomie en tant qu'instrument critique d'évaluation de nos conditions de vie et de la société. Dans ces articles (M. Jouan, S. Haber, C. Desjours, S. Laugier, etc.), l'autonomie devient « l'absence de conditions qui font obstacle à la perception et à l'expression par l'agent de ce qui fait sens pour lui », ainsi que le propose M. Jouan dans l'introduction. Loin de sa formulation libérale présentée plus haut, elle est réfléchie comme une forme de vie désirable, que certaines conditions symboliques et matérielles facilitent, et que d'autres empêchent. Le rapport que nous entretenons à notre travail, aux relations hiérarchiques qui y sont installées font par exemple l'objet de l'intérêt de S. Haber et C. Desjours.

Terminons enfin en mentionnant l'article de Sandra Laugier, intitulé « l'autonomie et le souci du particulier », qui propose une stimulante réflexion à partir de la tradition empiriste américaine (H. James, H. Thoreau, R. Emerson, etc.) sur une manière de refonder notre conception de l'autonomie. Elle y insiste bien sûr sur la nécessité de prendre en compte les conditions sociales qui président à nos manières de vivre, mais relève surtout que c'est dans une attention portée à la vie quotidienne, banale, ancrée, aux expériences *a priori* les plus insignifiantes des individus, aux supports internes (une certaine confiance en soi) et externes (les dispositifs) qui les tiennent, que se révèlent finalement les possibilités pour les individus d'accéder à cette autonomie devenue désirable.